



La mobilisation est de rigueur !

Les mobilisations initiées par les organisations de jeunesse et les organisations syndicales de salariés (CGT, FO, FSU, Union syndicale Solidaires, UNEF, UNL, FIDL), ont contraint le gouvernement à des concessions sur la loi Travail.

Pour autant les aménagements annoncés par le Premier Ministre ne changent pas la philosophie générale du projet. Il ne répond pas aux aspirations fortes, exprimées par les jeunes, les salariés et les chômeurs pour l'accès à l'emploi et sa sécurisation. La création d'emplois de qualité ne justifie pas la casse du code du travail mais nécessite un changement de politique économique et sociale.

Cette loi, au delà d'une refonte du code du travail, impactera à terme la Fonction Publique, il suffit de se reporter aux dispositions sur les "Parcours Professionnels, les Carrières et les Rémunérations".

Avec ce protocole PPCR, le gouvernement développe la même logique qu'avec sa casse du Code du Travail. Ses dispositions permettent essentiellement d'accompagner les restructurations dans une mobilité contrainte et de gérer la flexibilité sur fond de réduction des emplois publics.

A la DGFIP, la régression sociale est aussi à l'œuvre :

- Les agents subissent tous les ans des coupes dans les effectifs
- Leur charge de travail ne cesse d'augmenter
- Les restructurations et les fermetures de postes et services sont incessantes
- Le pouvoir d'achat est en baisse et les 0,6 % d'augmentation du point d'indice au 1er juillet 2016 (soit 0,3% pour l'année) n'y suffiront pas !
- La reconnaissance de leurs qualifications n'a jamais été aussi faible
- Les conditions de vie au travail sont de plus en plus dégradées et précaires
- Les règles de gestion sont remises en cause

Soyons toutes et tous, "public" et "privé", mobilisés pour la grève interprofessionnelle du 31 mars et acteurs des initiatives qui se développeront d'ici cette date pour obtenir le retrait définitif du projet de Loi. Des préavis de grève sont déposés d'ors et déjà jusqu'au 31 mars pour permettre à tous de participer à ces échéances.

Les sections Solidaires, CGT et FO de la DDFiP 37 appellent l'ensemble des agents à être en grève le 31 mars et à participer à la manifestation à Tours à 10h00 place de La Liberté !